

AP | **15 novembre**

Trente-sept d'universités sur 85 étaient bloquées, fermées ou très perturbées jeudi par le mouvement étudiant, alors que des assemblées générales étaient encore en cours pour décider de la suite à donner au mouvement contre la loi sur l'autonomie des universités, selon un relevé effectué par l'UNEF, principal syndicat étudiant.

Au total, "67 universités sont mobilisées" dont "37 bloquées, fermées ou très perturbées", a précisé Juliette Griffond, porte-parole de l'UNEF, dont l'organisation a appelé à la poursuite du mouvement à l'issue de sa rencontre avec la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse.

Mme Pécresse, qui a reçu la conférence des présidents d'universités dans la matinée, s'entretenait dans l'après-midi avec les cinq organisations représentatives des étudiants. A l'issue de leur rencontre, **l'UNEF a appelé à la poursuite de la mobilisation. "On appelle à poursuivre la mobilisation parce qu'on n'a d'engagement concret sur rien du tout"**, a expliqué Bruno Julliard, président du premier syndicat étudiant.

Appel du SNESUP: Au moment où la mobilisation grandit avec des prises de conscience et des interventions des étudiants, **la volonté du gouvernement de jouer à la fois de la provocation policière et de l'éclatement du front solidaire des opposants à la loi LRU est inadmissible.** Les questions en débat, qui, pour le SNESUP, imposent l'abrogation de la loi LRU, appellent une négociation globale entre le gouvernement et tous les acteurs. L'initiative de la Ministre de l'Enseignement Supérieur de convoquer les présidents d'université et les seules organisations étudiantes le 15 novembre, à la veille de rassemblements, manifestations et grèves prévues pour le 16, jour de débat budgétaire à l'Assemblée Nationale, et de **l'ouverture du préavis de grève déposé par le SNESUP du 16 au 23 novembre**, relève d'une provocation supplémentaire. L'attitude du gouvernement est irresponsable.

Le SNESUP appelle ses sections syndicales à réunir des assemblées générales de personnels pour prendre des décisions d'actions, de grèves, dans l'unité des personnels (enseignants, chercheurs, BIATOS) et des étudiants à partir du 16 novembre. Le SNESUP appelle à amplifier la mobilisation en cours contre la LRU, contre le projet de budget 2008, pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche. Il s'oppose à toute intrusion policière sur les campus qui vise à défaire par la force les décisions prises en AG. Il invite les syndiqués et les collègues à veiller au respect des personnes et à s'opposer à toute provocation. Il intervient pour que les universités soient ouvertes pour permettre les débats, AG et coordinations,

HISTORIQUE DU MOUVEMENT ETUDIANT, extraits <http://pythacli.chez-alice.fr/manifestations.htm#loipecesse>

6 novembre

La Sorbonne évacuée. Des étudiants venus occuper les locaux de la Sorbonne, à Paris, ont été délogés par les forces de l'ordre dans la nuit de mardi à mercredi, selon Reuters.

Le même jour, Sarkozy se fait insulter par les **pêcheurs en grève** : et interpellé sur son augmentation de salaire (172% selon le canard enchaîné du 14/11/07)

journée nationale d'action pour les officiers de Police

7 novembre

Nantes UFR sciences humaines: évacuée par la police peu après 21H00.

La police a évacué mercredi soir, après 22H00, les locaux de Paris I situés rue de Tolbiac, dans le XIIIe arrondissement,

(AFP) — *"Un vent de fronde contre la réforme de la carte judiciaire s'est levé mercredi à l'Assemblée nationale parmi les députés UMP, dont une quinzaine menacent désormais de ne pas voter le budget de la Justice si la garde des Sceaux, Rachida Dati, ne les entend pas. La réforme de la carte judiciaire a déjà soulevé de vives protestations d'élus PS et des professionnels de la justice qui ont appelé à une grève le 29 novembre"*

9 novembre

à 22h00, alors que les étudiants de la faculté de lettres d'Aix Marseille occupaient les locaux du site Schuman, ils ont été violemment évacués. Plus de 60 CRS ont pénétré dans l'enceinte de la faculté et ont encerclé les grévistes afin de les pousser vers la sortie. Des heurts ont eu lieu lors de cette évacuation, mais il ne fut procédé à aucune arrestation.

13 sites sont bloqués, à des degrés divers : une quarantaine d'universités ont organisé des AG depuis mardi, avec des affluences parfois supérieures au millier d'étudiants.

Dimanche 11 novembre

16 universités totalement ou partiellement en grève avec piquets de grève bloquants :

12 novembre

20 universités totalement ou partiellement en grève avec piquets de grève bloquants :

Nanterre: à 11h00, les CRS entrent sur le campus bloquent l'entrée de l'amphi où l'AG était prévue. 200 étudiants sont restés face aux CRS et la tension est montée, finalement selon l'AFP quelques uns ont tenté de forcer le passage entre les boucliers des CRS qui les ont arrosé de gaz lacrymogènes. Finalement les étudiants sont revenus en brandissant des livres sous le nez des CRS appuyant leur geste par les slogans: "Des bouquins, pas des matraques!", "la police hors des facs". Selon le témoignage d'un étudiant très engagé cela ne s'est pas passé comme l'AFP le prétend: *"Une centaine de membre de la police nationale et de la gendarmerie mobile (unité de prévention) charge et gaze les étudiants grévistes à hauteur des bâtiments A et B. Tout cela sous les applaudissements de la direction de l'université et des réactionnaires. Face à la résistance et au nombre des étudiants (300 environs) aucune interpellation ne fut effectuée."*

13 novembre

28 universités totalement ou partiellement en grève avec piquets de grève bloquants :

Nanterre: nouveau face à face entre grévistes et CRS. en milieu de matinée : les forces de l'ordre ont par deux fois délogé des étudiants grévistes à coups de matraque, afin de permettre l'accès d'un bâtiment à des étudiants non grévistes. Des coups de matraque ont volé et une étudiante touchée au dos est tombée, sans conséquence apparemment. Les manifestants ont été repoussés par des gaz lacrymogènes. source: dépêche AFP de 12H05. Les étudiants de l'UFR de STAPS ont voté la grève.

<http://www.rue89.com/2007/11/13/nanterre-coups-de-matraque-sous-les-applaudissements>



bras droit bien tendus poing fermé ou main ouverte applaudissant les coups de matraque des CRS.

Sorbonne : AG de 600 vote le blocage, à l'extérieur, 400 étudiants sont maintenus à l'extérieur de la Sorbonne par un cordon de police.

RENNES selon un contact, les étudiants ont tenté une première fois de prendre la gare mais n'y sont pas parvenus (présence de 16 cars de CRS/gendarmes mobiles). Ils ont ensuite tenté de prendre la rocade où ils ont une nouvelle fois échoué. C'est en retournant en centre ville que les premiers incidents ont débuté. Les manifestants ont jeté sur la route tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage. Les flics ont répondu par des lacrymogènes. Les manifestants les ont alors caillassés. A 16h45, les étudiants de Rennes signalaient déjà 5 arrestations dont certaines ciblées (un membre de Sud Etudiant notamment). Plusieurs personnes interpellées par la police ont été relâchées. Seules **2 personnes seraient poursuivies** dont une pour violence sur agent.

● Dans le cadre de sa **réforme de la carte judiciaire**, la Garde des Sceaux Rachida Dati a présenté, lors d'une visite à Montpellier, la suppression de 19 tribunaux d'instance dans le sud de la France. Le tribunal de grande instance de Millau devient quant à lui tribunal d'instance. Sarkozy n'a-t-il pas conseillé à Rachida Dati d'**annoncer les suppressions des TGI région par région plutôt que d'un seul coup parce que "C'est plus facile à gérer, cela ne gueule pas partout en même temps. Ça évite un embrasement général"** (canard enchaîné du 14/11/07 page 2 colonne de gauche, Mare aux canards: fillon enfin courageux)



● Intervention des CRS à Grenoble (entendu sur france inter mercredi 14/11 au matin). Une quarantaine d'étudiants de l'université de Grenoble/Saint-Martin d'Hères (Isère), qui venaient d'investir l'amphithéâtre de l'université III Stendhal (lettres), ont été évacués par la police dans la soirée de mardi, a-t-on appris mercredi de source policière. L'intervention de la police, vers 22H00, à la demande du président de l'université Patrick Chezaud, s'est déroulée sans heurts, selon la même source. Réunis en assemblée générale mardi après-midi sur le campus, près d'un millier d'étudiants avaient reconduit la grève et décidé une occupation des locaux.

14 Novembre

● 36 universités sur 85 et un IUT étaient perturbés par des blocages, de tout ou partie des sites, par des barrages filtrants, ou fermés par décision de l'administration, selon des informations recueillies auprès des bureaux de l'AFP en province et de l'Unef. Trente sites étaient concernés par un blocage partiel ou total: Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux II et III, Brest, Caen, Dijon, Lille I et III, La Rochelle, Le Havre, Limoges, Lyon II, Metz, Montpellier II et III, Nantes, Paris I-Tolbiac, Paris III, Paris VIII, Paris XIII, Pau, Perpignan, Rouen, Toulouse II-le Mirail, Toulouse III, Tours, l'IUT de Tarbes, Valenciennes (pôle lettres).

● TF1 annonce que seulement 5 facs en France sont bloquées.



● Six étudiantes qui avaient retardé des trains en occupant des voies mardi 13 novembre à Rouen ont été convoquées mercredi pour le 26 février devant le tribunal correctionnel pour répondre «d'entrave à la circulation d'un véhicule de chemin de fer».



● Les étudiants qui bloquaient l'université de Rennes 2 ont été évacués par la police dans la nuit de mercredi 14 à jeudi 15, ils sont sortis sans opposer de résistance abandonnant sur place, fauteuils, canapés, sacs de couchage, matelas, réserves alimentaires. Le président de l'université, aidé du personnel, a nettoyé les locaux, cassé les chaînes et cadenas bloquant les portes, déplacé le mobilier accumulé devant les portes « pour préparer la rentrée de 08H00 ».

La lutte contre la loi péresse passe un peu au second plan ce jour là !

● Pour quelles raisons exactement, le concert des ministres (et Elkabbach, et les JT dans leur sillage) multiplient-ils les roulements de tambour, et les cris d'effroi, depuis plusieurs jours ? Pourquoi tous les bulletins d'info de la radio agitent-ils le spectre de "la grande jonction", l'axe infernal des cheminots le 14 novembre avec la grève des fonctionnaires du 20 novembre ? Pourquoi cet épouvantail partout secoué de la "semaine de tous les dangers" ? Pourquoi plongent-ils le pays dans cette ambiance, gravité et excitation mêlées, d'avant-grève ?

<http://arretsurimages.net/post/2007/11/13/Dis-papa-cest-comment-lavant-greve>.

● Grève SNCF, RATP reconduite jusqu'au 15 novembre par 6 syndicats sur 8. Le gouvernement tend de briser le front étudiants salariés en ouvrant des négociations sur les régimes spéciaux. Il tente également de diviser le front des salariés en précisant que les négociations se feront entreprise par entreprise et branche par branche, ce n'est même plus une division mais un éclatement!!! D'ailleurs la CFDT s'empresse de décider de suspendre la grève sur les régimes spéciaux à la SNCF (les vieilles recettes, ça marche toujours!!). La même stratégie est d'ailleurs déjà utilisée au même moment pour la réforme de la carte judiciaire. La direction de la SNCF annonce que la grève était suivie mercredi à 11h par «61,5%» des agents, contre 73,5% à la même heure le 18 octobre. Contrairement au 18 octobre, la Fgaac (conducteurs autonomes), 2ème syndicat chez les conducteurs SNCF après la CGT, n'appelait pas à la grève ce mercredi 14 novembre. L'appel à la grève a été «très suivi» par les **personnels techniques de la Comédie-Française**. L'appel à la grève a été «bien suivi» par les **techniciens de l'Opéra national de Paris**. La grève à EDF et GDF a mobilisé respectivement 36,7% et 37,4% des agents, soit moins que le 18 octobre (52% et 53,3%). La CFDT, la CFTC et la CFE-CGC de l'énergie ont refusé de poursuivre la grève au-delà de mercredi, alors que l'Unsa et Sud-énergie se sont prononcées pour un mouvement reconductible. Mini dossier régimes spéciaux, président de la république et députés Régimes spéciaux SNCF: la réalité contre les idées reçues

● Le Syndicat national des officiers de police a appelé les policiers à une manifestation nationale le 8 décembre à Paris.

● Reuters et l'AFP annoncent une grève des journalistes le jeudi 15 novembre

15 novembre



● Evacuation du palais de justice de Charleville Mézières par les forces de l'ordre. Les avocats en lutte contre la réforme de la carte judiciaire de Rachida Dati, occupaient ce tribunal depuis quelques jours. Les dépanneuses ont dégagé les véhicules qui bloquaient les accès. Le reste du personnel est sorti du palais de justice en signe de solidarité avec les avocats en lutte.

